

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CA INDOSUEZ

Société anonyme au capital de 853 571 130 €
Siège social : 17, rue du Docteur – Lancereaux 75008 PARIS
572 171 635 R.C.S. Paris

Documents comptables annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 avril 2026**I. – Bilan au 31 décembre 2025**

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, Banques centrales		1 217 866	1 440 125
Opérations avec les établissements de crédit	3,1	2 670 703	2 491 450
Opérations avec la clientèle	4,1	1 899 030	1 361 173
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	67	66
Parts dans les entreprises liées	6	4 841 061	4 547 719
Participations et autres titres détenus à long terme	6	513	532
Immobilisations incorporelles	7	25 059	30 139
Immobilisations corporelles	7	4 528	4 389
Autres actifs	8	23 306	23 453
Comptes de régularisation	8	122 869	128 713
Total actif		10 805 001	10 027 760

Passif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit	3,2	4 418 351	3 686 074
Comptes créditeurs de la clientèle	4,2	1 750 877	1 615 583
Dettes représentées par un titre	n.a	0	0
Autres passifs	8	35 602	35 659
Comptes de régularisation	8	164 316	182 405
Provisions	9	18 381	15 869
Capitaux propres	10	4 417 474	4 492 170
Capital souscrit		853 571	853 571
Primes d'émission		3 238 949	3 238 949
Réserves		33 699	23 086
Provisions réglementées et subventions d'investissement		0	0
Report à nouveau		65 672	164 298
Résultat de l'exercice		225 583	212 265
Total du passif		10 805 001	10 027 760

Hors-bilan	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés			
Engagements de financement			
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	11	0	0
Engagements en faveur de la clientèle	11	525 406	420 358
Engagements de garantie			
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		0	0
Engagements d'ordre de la clientèle	11	303 723	242 336
Engagements sur titres			
Autres engagements donnés	11	0	9 884
Engagements reçus			
Engagements de financement			
Engagements reçus d'établissements de crédit		0	0
Engagements de garantie			
Engagements reçus d'établissements de crédit	11	204 900	4 900
Engagements reçus de la clientèle	11	121 709	101 495
Engagements sur titres			
Autres engagements reçus	11	0	9 884

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	14	177 144	247 246
Intérêts et charges assimilées	14	-99 363	-154 015
Revenus des titres à revenu variable	14	264 240	100 561
Commissions (produits)	14	190 456	178 303
Commissions (charges)	14	-65 739	-61 496
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	14	4 872	5 696
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	14	0	0
Autres produits d'exploitation bancaire	14	25 100	16 846
Autres charges d'exploitation bancaire	14	-308	-213
Produit net bancaire	14	496 402	332 929
Charges générales d'exploitation	15.1 et 15.2	-205 726	-182 334
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	15,3	-6 196	-4 987
Résultat brut d'exploitation		284 479	145 607
Coût du risque	16	-767	-485
Résultat d'exploitation		283 712	145 122
Résultat net sur actifs immobilisés	17	-45 760	81 999
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées	18	-3 834	-2 217
Résultat courant avant impôt		234 117	224 904
Résultat exceptionnel		-3	-2
Impôt sur les bénéfices	19	-8 532	-12 637
Résultat net		225 583	212 265
Résultat par action (en euros)		3,96	3,73

III. – Affectation du résultat

(En euros.)	
Origine	
Bénéfice de l'exercice	225 582 559,80 €
Report à nouveau	65 671 639,52 €
Soit un bénéfice disponible de	291 254 199,32 €
Ainsi qu'il suit :	
Réserve légale	11 279 127,99 €
Dividendes aux actionnaires	278 130 877,34 €
Report à nouveau	1 844 193,99 €
	291 254 199,32 €

Pour satisfaire aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé que les dividendes suivants ont été distribués au cours des trois derniers exercices :

(En euros)	2022	2023	2024
Dividende	1,93	0,00	5,27

IV. – Annexe aux comptes sociaux

Note 1. – Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice

1.1. – Événements significatifs relatifs à l'exercice 2025

Le 23 juin 2025 deux opérations simultanées ont eu lieu avec la société Degroof Petercam Wealth Management (DPWM) : un apport partiel d'actifs et une fusion, avec un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2025.

Ces deux opérations s'inscrivent dans le cadre de la réorganisation des activités Investment Management et Wealth Management. L'objectif est triple : (i) regrouper les entités et simplifier la structure juridique à la suite de l'acquisition par la Société d'une participation majoritaire dans BDP, (ii) transférer l'activité Investment Management à CA Indosuez Gestion dans la mesure où cette activité est d'ores et déjà exercée au sein de l'unité économique et sociale de CA Indosuez Gestion, et (iii) transférer l'activité de Wealth Management exercée par DPWM à la Société.

L'activité Investment Management de DPWM a été transférée à la société CA Indosuez Gestion, via un apport partiel d'actifs. La valeur nette de l'apport s'élève à +369 K€. En rémunération de cet apport, le capital social de CA Indosuez Gestion a augmenté de +82 K€ (soit 5 479 actions nouvelles d'une valeur nominale de 15 EUR) et la prime d'apport de + 287 K€.

L'activité Wealth Management de DPWM a été fusionnée avec la Société. Il s'agit d'une opération de fusion absorption sans échange de titre, placé sous le régime simplifié prévu par l'article L. 236-11 du Code de commerce. Il n'a donc été procédé à aucun échange de titres et les apports n'ont pas donné lieu à rémunération. Les apports ont été énumérés dans le traité de fusion à la valeur comptable dont la valeur de l'actif net reçu s'élève à +34,5 M€. Les titres de participation de la société DPWM ont été annulés pour 36 M€. Un mali de fusion a été constaté dans les comptes de la Société pour 1,5 MEUR, comptabilisé en charge dans le résultat net sur actifs immobilisés.

La Société a souscrit le 17 janvier 2025 à l'augmentation de capital de sa filiale CAIWE, pour un montant total de 234 693 242 EUR, correspondant à la création de 110 549 nouvelles actions, assortie d'une prime d'émission de 65 306 758 EUR. Les actions ont été souscrites par la Société et libérées intégralement par le versement en numéraire d'un montant de 300 M€.

Le 23 octobre 2025, la Société a acquis auprès des minoritaires les intérêts qu'ils détenaient dans la société Wealth Dynamics Limited (quote-part résiduelle de 30 %) pour 15,8 MGBP (soit 18,1 M€) et détient désormais 100 % du capital de l'entité.

Le 24 octobre 2025, la Société a acquis auprès de Capgemini les intérêts minoritaires qu'elle détenait dans la société Azqore (quote-part résiduelle de 17.14 %) pour 29,6 M€ et détient désormais 100 % du capital de l'entité. Cette quote-part additionnelle a été comptabilisée en devise locale pour 27,4 MCHF, selon un cours de change à la date de l'opération (0,9246).

1.2. – Evénements postérieurs à l'exercice 2025

Dans le cadre du rapprochement de Crédit Agricole Midcap Advisors (CAMA) et Degroof Petercam Finance (DPF), une nouvelle entité nommée Indosuez Corporate Advisory est détenue, depuis le 12 janvier 2026, à parité égale par CACIB et CAI. Il a été décidé de procéder à (i) une première augmentation de capital de DPF en numéraire (836 K€ de capital et 18 664 K€ de prime d'émission, soit un prix de souscription de 19,5 M€) et (ii) une deuxième augmentation de capital dans laquelle CAI a participé à hauteur de 50 % (soit 4 050 K€). L'objectif de ce rapprochement est un développement du conseil en Corporate Finance, au service du Groupe et ses clients.

Note 2. – Principes et méthodes comptables

Les états financiers de la Société sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

La présentation des états financiers de la Société est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les méthodes comptables et la présentation des comptes n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent, à l'exclusion du point ci-dessous :

A compter des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025, le règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, applicable aux établissements de crédit au travers du règlement ANC n°2023-03, adapte les dispositions au référentiel bancaire. Ce règlement n'a pas d'impact significatif sur les comptes sociaux de CA Indosuez au 31/12/2025 ni sur la présentation des états financiers

Commissions

Pour son activité de teneur de compte, la Société perçoit des droits de garde et des commissions bancaires.

En tant que courtier en assurance-vie, la Société perçoit des commissions de frais de gestion qui sont calculées par rapport aux encours, des droits d'entrées en fonction des souscriptions et des commissions d'arbitrage.

Pour son activité de distributeur de produits financiers, la Société perçoit des commissions de placement calculées par rapport aux encours.

Ainsi, pour les OPC, les commissions comprennent :

- les commissions de gestion perçues rémunérant la prestation de gestion des portefeuilles. Elles sont reconnues au fur et à mesure du service rendu et sont calculées principalement en appliquant un pourcentage aux encours gérés, et perçues mensuellement ;
- les commissions intègrent également des commissions de mouvement payées par le fonds ;
- les commissions de surperformance rémunèrent la société de gestion lorsque les dispositions contractuelles du fonds le prévoient. Elles sont calculées sur la base d'un pourcentage de la différence positive entre la performance constatée du fonds et l'indice de référence mentionné au prospectus.

Ces commissions sont reconnues en résultat à l'échéance de la période de calcul.

Pour les mandats, les commissions de gestion perçues rémunèrent la prestation de gestion des portefeuilles. Elles sont reconnues au fur et à mesure du service rendu et sont calculées principalement en appliquant un pourcentage aux encours gérés, comptabilisées mensuellement et perçues annuellement.

Les commissions et rétrocessions, enregistrées en date de clôture, sont calculées sur la base d'encours estimés et susceptibles d'être ajustés dans le temps.

Pour ces activités, la Société rétrocède une partie de ces commissions à ses partenaires.

2.1. – Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC n° 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, opérations internes au Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat. En application du règlement ANC n° 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés en hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées et elles demeurent dans leur poste d'origine.

Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

La Société constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les 12 mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

La notion de perte de crédit attendue « Expected Credit Loss » ou « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de dépréciation des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour définir le périmètre des paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

L'estimation des ECL intègre entre autres les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des spécificités pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« Loss Given Default » ou « LGD »).

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie ; et représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les 12 mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'Intérêt Effectif) ou au taux contractuel (lorsque le TIE est indisponible) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Société ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé à minima annuellement.

Les données macro-économiques prospectives (« Forward Looking ») sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. La Société applique des paramètres complémentaires pour le Forward Looking sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagements de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

Dégradation significative du risque de crédit

La Société apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Le Stage 1 correspond à des ECL à 12 mois, le Stage 2 correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères quantitatifs relatifs et absolus ainsi que des critères qualitatifs Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- Un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le Forward Looking pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille ou tiers d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur

l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

1. Exemption au faible risque de crédit :

Conformément aux normes en vigueur, le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption « pour faible risque de crédit » aux titres de dettes classés en « Investment Grade » (Cf. IFRS 9.B5.5.23) et contrats de prêts dont la probabilité de défaut est inférieure à un seuil donné (ie. 0.30 %).

2. Indicateurs quantitatifs :

Le groupe Crédit Agricole a retenu plusieurs critères quantitatifs permettant de qualifier une dégradation en Stage 2, à noter que chacun de ces critères est suffisant pour une dégradation en Stage 2. Les typologies de critères sont présentées ci-après :

a. Un critère relatif qui mesure, au niveau contrat, la variation du risque associée depuis la date de comptabilisation initiale. Il permet de mesurer l'écart (établi en ratio) entre le risque de défaut en date de reporting d'une contrepartie et le risque de défaut apprécié en date de comptabilisation initiale.

b. Trois critères absolus. Le Groupe a défini :

- Un critère de seuil absolu basé sur les probabilités de défaut bâloise pour capter une dégradation absolue non corrélée à la conjoncture économique. Il permet de capturer en pratique les deux derniers grades avant le défaut considérés comme risqués et donc avec une classification en Stage 2 pour le calcul des ECL.
- Un critère de seuil absolu basé sur la probabilité de défaut à 1 an (Forward Looking) en date de reporting, permettant de capter une dégradation significative absolue corrélée à la conjoncture économique.
- Un critère de seuil absolu basé sur le nombre de jours impayés de plus de 30 jours pour qualifier une classification en Stage 2.

3. Indicateurs qualitatifs :

Le Groupe retient un ensemble d'indicateurs qualitatifs permettant une dégradation en Stage 2, ces indicateurs peuvent être de niveau contrat, contrepartie ou portefeuille et permettent d'identifier les expositions ayant observées une dégradation significative du risque de crédit.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé (Stage 2).

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Stage 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie ;
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque du crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- L'octroi, par le ou les prêteur (s) à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse.

Parmi les encours douteux, la Société distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises :
Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.
- Créances douteuses compromises :
Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par la Société par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Traitement comptable des dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement ANC 2014-07, le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque les effets de désactualisation des dépréciations.

Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, la Société le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Risques-pays

Les risques-pays (ou risques sur engagements internationaux) sont constitués du montant total des engagements non compromis, de bilan ou de hors-bilan, portés par un établissement directement ou au travers de structures dites de défaillance, sur des débiteurs privés ou publics résidant dans les pays recensés par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ou dont la bonne fin dépend de la situation de débiteurs privés ou publics résidant dans de tels pays.

Créances restructurées

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de problèmes d'insolvabilité ou de difficultés financières. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque.

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période d'observation minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

2.2. – Portefeuille Titres

Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles n° 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles n° 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC n° 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable ;
- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle ;
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus, ou à la valeur d'apport. Les titres libellés en devises (CHF et GBP) sont contre-valorisés en €.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Prix de marché

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent ;
- Si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, la Société détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, la Société utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Dates d'enregistrement

La Société enregistre les titres classés en titres d'investissement et en titre de transaction à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

Reclassement de titres

Conformément au règlement ANC n° 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance ;
- Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

La Société n'a pas opéré, en 2025, de reclassement au titre du règlement ANC n° 2014-07.

2.3. – Immobilisations

La Société applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement.

Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

En cas de mali technique de fusion, celui-ci est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Il est ensuite amorti puis déprécié et sorti du bilan, le cas échéant, selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par la Société, à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composants	Durée d'amortissements
Terrains	Non amortissables
Œuvres d'art	Non amortissables
Gros oeuvre	30 à 80 ans
Second oeuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 25 ans
Agencements, aménagements	5 à 15 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel de bureau, mobilier	5 à 10 ans
Micro-ordinateurs	3 ans

Enfin, les éléments dont dispose la Société sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

2.4. – Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- Comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.5. – Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dette, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

La Société applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers versées aux Caisses régionales sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

2.6. – Provisions

La Société applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Concernant, les litiges clientèle, les provisions sont suivies et évaluées par le Comité de provisions mensuel. Elles sont liées à des procédures contentieuses ou à un protocole transactionnel.

2.7. – Fonds pour Risques Bancaires Généraux (F.R.B.G.)

Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par la Société à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire. Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

2.8. – Opérations sur les instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

Opérations de couverture

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A. (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Opérations de marché

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07),
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transactions (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC n° 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

Risque de contrepartie sur les dérivés

Conformément au règlement ANC 2014-07, la Société intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories « a » et « d » de l'article 2522-1 du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA - Credit Valuation Adjustment)

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de la Société.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS (Credit Default Swap) nominatifs cotés (ou CDS Single Name S/N) ou les CDS indicels ;
- En l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

2.9. – Opérations en devises

A chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

Les actifs en devises détenus de façon durable, comprenant les dotations aux succursales, les immobilisations, les titres d'investissement, les titres de filiale et de participation en devises financés en euros restent convertis au cours du jour d'acquisition (historique). Cependant, une provision peut être constituée lorsque l'on constate une dépréciation durable du cours de change relative aux participations de la Société à l'étranger.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation – Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-07, la Société a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

2.10. – Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour la Société.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

2.11. – Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord d'intéressement de l'UES CA Indosuez / CA Indosuez Gestion du 26 juin 2025 applicable au 1^{er} janvier 2025.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

2.12. – Avantages au personnel postérieurs à l'emploi

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière - régimes à prestations définies

La Société a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des Normes Comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- Soit la date de prise de service du membre du personnel
- Soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation

En application de ce règlement, la Société provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Depuis 2021, la Société applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Pour l'exercice 2025, la société maintient sa méthode historique de détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date de prise de service du membre du personnel.

La société a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

La société a fait le choix de comptabiliser les écarts actuariels immédiatement en résultat, par conséquent le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement ;
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Plans de retraite – régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, la Société n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

2.13. – Charges et produits exceptionnels

Conformément au règlement ANC n° 2022-06, le résultat exceptionnel regroupe les produits et charges directement liés à des événements majeurs et inhabituels, dont la survenance n'est pas liée à l'exploitation normale et courante de l'entreprise.

Le nouveau règlement ANC n° 2022-06 vient modifier le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général (« PCG ») en vue de moderniser les états financiers et la nomenclature des comptes. Il est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

Ce règlement a pour effet notamment :

- L'introduction d'une nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel
- La suppression de la technique du transfert de charge
- La modernisation du plan de comptes et des modèles d'états financiers
- L'instauration d'une nouvelle présentation des informations en annexe

En tant qu'établissement de crédit, CA Indosuez est soumise aux dispositions comptables applicables en France aux établissements de crédit. Dans ce cadre, les incidences du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers sur les différents règlements sectoriels résultent du règlement ANC n°2023-03, modifiant le Recueil Banque uniquement sur la suppression des transferts de charges (article 2 du règlement n°2023-03).

Ce règlement n'a pas d'impacts significatifs sur les comptes au 31/12/2025 ni sur la présentation des états financiers.

2.14. – Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

La Société a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, la Société constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

2.15. – Transactions effectuées avec les Parties Liées

En application de l'article 1124-61 du règlement ANC 2014-07, la Société donne « une liste des transactions significatives effectuées par l'établissement avec les parties liées lorsque ces transactions n'ont pas été conclues aux conditions normales de marché » et présentent une importance significative.

Les parties liées incluent notamment :

- les entités qui ont l'une sur l'autre, directement ou indirectement, un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable ;
- les entreprises sous contrôle commun (exclusif ou conjoint) d'un même tiers, ou les entreprises dont l'une est contrôlée par un tiers ayant une influence notable sur l'autre ;

- les entreprises contrôlées (exclusivement ou conjointement) par les principaux dirigeants de la société présentant l'information ;
- les personnes physiques et les membres de leur famille proche, étant l'un des principaux dirigeants de la société ou de la société mère, ayant le contrôle exclusif, conjoint ou exerçant une influence notable sur la société présentant l'information.

Sont exclues les transactions effectuées :

- Par la société avec les filiales qu'elle détient en totalité ;
- Ou entre sociétés sœurs détenues en totalité par une même société mère.

Note 3. – Opérations avec les établissements de crédit

Note 3.1. – Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en valeur
Comptes ordinaires débiteurs	87 526	66 932	20 593
Comptes et prêts à terme	2 582 556	2 423 342	159 214
Valeur brute	2 670 082	2 490 275	179 807
Créances rattachées	621	1 176	-555
Encours total	2 670 703	2 491 450	179 253

Analyse par durée résiduelle

La ventilation par durée restant à courir des créances sur les établissements de crédit est la suivante :

Créances (en millions d'euros)	Durées Résiduelles						
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	
Comptes ordinaires débiteurs	87	0	0	0	87	0	87
Sous-total	87	0	0	0	87	0	87
Comptes et prêts à terme	683	1 900	0	0	2 583	1	2 583
Valeurs nettes au bilan	770	1 900	0	0	2 670	1	2 670

Note 3.2. – Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en valeur
Comptes ordinaires créditeurs	130	111	19
Comptes et emprunts à terme	4 417 640	3 683 154	734 486
Valeur brute	4 417 770	3 683 265	734 504
Dettes rattachées	581	2 809	-2 227
Valeurs au bilan	4 418 351	3 686 074	732 277

Analyse par durée résiduelle

La ventilation par durée restant à courir des dettes des établissements de crédit est la suivante :

Dettes (En millions d'euros.)	Durées Résiduelles						
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	
Comptes ordinaires créditeurs	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total	0	0	0	0	0	0	0
Comptes et emprunts à terme	2 518	0	1 900	0	4 418	1	4 418
Valeurs au bilan	2 518	0	1 900	0	4 418	1	4 418

Note 4. – Operations avec la clientèle

Note 4.1. – Créances sur la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en valeur
Comptes ordinaires débiteurs	393 282	315 095	78 187
Autres concours à la clientèle	1 495 470	1 039 946	455 525
Valeur brute	1 888 752	1 355 040	533 712
Dépréciations	-1 376	-669	-707
Valeur nette	1 887 376	1 354 371	533 005
Créances rattachées	11 654	6 802	4 852
Encours total	1 899 030	1 361 173	537 857

Le montant brut des opérations de crédits à la clientèle atteint 1 355 M€ contre 1 625.1 M€ en baisse de 270 M€. Le développement des crédits à la clientèle a été rendu plus difficile par la forte hausse des taux d'intérêts. La baisse est principalement due au remboursement d'un découvert de 384 M€ fin décembre.

Analyse par agent économique

(En milliers d'euros.)	Risques Bilan	Dont Créances douteuses	Dont Dépréciations	% de couverture	
				sur risques	sur créances douteuses
Ménages	501 498	3 771	-1 376	27,4 %	n/a
Entreprises financières	8 357			0,0 %	
Autres entreprises non financières	148 155			0,0 %	
TPE et Professionnels	1 242 396			0,0 %	
Total	1 900 406	3 771	-1 376	7,2 %	0,0

Analyse par durée résiduelle

La ventilation par durée restant à courir des crédits consentis à la clientèle est la suivante :

Créances (En millions d'euros.)	Durées Résiduelles						31/12/2025	31/12/2024
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées		
Autres concours à la clientèle	737	135	511	113	1 497	12	1 508	1 047
Sous-total	737	135	511	113	1 497	12	1 508	1 047
Comptes ordinaires débiteurs	392	0	0	0	392	0	392	315
Dépréciations	-1	0	0	0	-1	0	-1	-1
Valeurs nettes au bilan	1 128	135	511	113	1 887	12	1 899	1 361

Note 4.2. – Dépôts de la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en valeur
Comptes d'épargne à régime spécial			
A vue	63 438	68 918	-5 480
Autres dettes			
A vue	861 876	766 226	95 649
A terme	822 500	775 767	46 733
Dettes rattachées	3 063	4 672	-1 609
Encours total	1 750 877	1 615 583	135 293

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Ménages	931	914
Entreprises financières	88	109
Autres entreprises non financières	124	89
TPE et Professionnels	605	499
Administrations centrales		
Total	1 748	1 611
Dettes rattachées	3	5
Encours total	1 751	1 616

Analyse par durée résiduelle

La ventilation par durée restant à courir des dépôts de la clientèle est la suivante :

Depôts (En millions d'euros.)	Durées Résiduelles						31/12/2025	31/12/2024
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées		
Comptes à régime spécial	63	0	0	0	63	0	63	69
Autres dépôts de la clientèle	659	164	0	0	823	0	823	779
Comptes à vue créditeurs	862	0	0	0	862	3	865	768
Valeurs au bilan	1 584	164	0	0	1 748	3	1 751	1 616

Note 5. – Operations sur titres

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en valeur
Obligations et autres titres à revenu fixe	67	66	1
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	0
Valeur nette	67	66	1
Créances rattachées	0	0	0
Total	67	66	1

Note 6. – Tableau des titres de participation et de filiales

Note 6.1. – Parts dans les entreprises liées - Participations et autres titres détenus à long terme

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en valeur
Parts dans les entreprises liées	4 901 990	4 564 406	337 584
Participations et autres titres détenus à long terme	5 141	5 160	-19
Valeur brute	4 907 131	4 569 566	337 565
Dépréciations	-65 557	-21 315	-44 242
Valeur nette	4 841 573	4 548 251	293 323

(En milliers d'euros.)	Situation au 01/01/2025	Dotations	Reprises	Autres mouvements*	Situation au 31/12/2025
Dépréciations sur titres	21 315	44 242			65 557

Note 6.2. – Renseignements concernant les filiales et les participations

Sociétés	Devise	Capital	Autres capitaux propres (1)	Quote-part du capital	Valeur comptable (En euros.)	
					Brute	Nette
A - Renseignements détaillés concernant les filiales et participations dont la valeur brute est supérieure à 1 % du capital						
1 - Filiales						
Banque Degroof Petercam	EUR	34 212	899 623	77 %	939 467	939 467

Petercam Invest	EUR	103 336	130 680	100 %	341 763	341 763
Degroof Petercam Finance	EUR	836	7 388	100 %	14 500	14 500
CA Indosuez Gestion	EUR	11 120	26 433	100 %	20 958	20 958
Compagnie Française de l'Asie	EUR	182 862	20 650	100 %	251 907	251 907
CA Indosuez Wealth (Switzerland) S.A.	CHF	1 025 946	556 013	100 %	2 005 373	2 005 373
AZQORE	CHF	7 292	43 746	100 %	278 121	213 321
CA Indosuez Wealth (Luxembourg)	EUR	716 191	238 843	100 %	992 761	992 761
Wealth Dynamics Limited	GBP	1	5 370	100 %	33 003	33 003
LESICA	EUR	5 000	1 020	2 %	860	103
BRILHAC	EUR	1 663	839	20 %	6 019	6 019
ONEWEALTHPLACE (AIRFUND)	EUR	9 818	-5 295	16,4 %	3 630	3 630
B - Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations						
1 - Filiales non reprises en A						
VALBAUME	EUR	8	1 844		8	8
2 - Participations non reprises en A						
AUTRES Participations françaises					651	651
(1) Hors résultat de l'exercice.						
(2) En devise locale						

Sociétés	Prêts et avance	Cautions et avals	CA ou PNB HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes encaissés (2)
A - Renseignements détaillés concernant les filiales et participations dont la valeur brute est supérieure à 1 % du capital					
1 - Filiales					
Banque Degroof Petercam	2 664 398	198 483	459 474	60 597	89 140
Petercam Invest	-	-	0	33 495	0
Degroof Petercam Finance	-	-	14 167	-2 738	12
CA Indosuez Gestion	-	-	93 216	20 993	15 000
Compagnie Française de l'Asie	-	-	0	30 846	101 106
CA Indosuez Wealth (Switzerland) S.A.	16 973 863	6 143 473	397 985	54 130	54 470
AZQORE	80 500		192 213	5 656	0
CA Indosuez Wealth (Luxembourg)			226 369	18 869	0
Wealth Dynamics Limited	-	-	21 678	2 640	0
LESICA	-	-	16 994	412	0
BRILHAC	-	-	1 242	1 830	348
ONEWEALTHPLACE (AIRFUND)	-	286	2 960	-2 919	0
B - Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations					
1 - Filiales non reprises en A					
VALBAUME	0	0	1 411	400	1 500
2 - Participations non reprises en A					
AUTRES Participations françaises					2
(1) Hors résultat de l'exercice.					
(2) En devise locale					

Note 7. – Variation de l'actif immobilisé

Immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros.)	01/01/2025	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Immobilisations en cours	Fusion DPWM	Régularisations CTF	31/12/2025
Immobilisations corporelles							
Valeurs brutes	17 901	538	-1 159	1 398	1 402	-3	20 077
Amortissements et dépréciations	-13 509	-2 003	1 156	0	-1 190	0	-15 547
Valeur nette au bilan	4 392	-1 466	-3	1 398	211	-3	4 530
Immobilisations incorporelles							
Valeurs brutes	50 288	113	-1 881	-1 034	15 365	0	62 851
Amortissements et dépréciations	-20 149	-4 193	1 881	0	-15 331	0	-37 792
Valeur nette au bilan	30 139	-4 080	0	-1 034	33	0	25 059
Total	34 531	-5 545	-3	365	245	-3	29 589

Note 8. – Comptes de régularisation et actifs - passifs divers

Note 8.1. – Compte de régularisation et actifs divers

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en valeur
Comptes de règlements	9 709	4 497	5 212
Débiteurs divers (1)	23 306	18 956	4 350
Produits à recevoir (2)	109 456	122 825	-13 369
Charges constatées d'avance	2 987	1 192	1 795
Autres comptes de régularisation et instruments conditionnels achetés	717	4 696	-3 979
Total	146 175	152 166	-5 991

Note 8.2. – Compte de régularisation et passifs divers

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en valeur
Comptes de règlements (2)	23 522	34 222	-10 699
Créditeurs divers	35 602	35 659	-57
Charges à payer (1)	117 234	124 228	-6 993
Produits constatés d'avance	0	0	0
Autres comptes de régularisation et instruments conditionnels vendus	23 560	23 956	-396
Total	199 918	218 064	-18 146

Note 9. – Provisions

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en valeur
Provisions	18 381	15 869	2 513

Le tableau ci-après fournit l'analyse de l'évolution pour chaque rubrique :

(En milliers d'euros.)	Situation au 01/01/2025	Dotations	Utilisations	Reprises	Autres Mouvements*	Fusion	Situation au 31/12/2025
Engagements de retraite et assimilés	6 822	976	-771	0	0	276	7 303
Autres engagements sociaux	549	61	-23	0	0	0	586
Autres litiges et risques opérationnels (1)	6 281	2 643	-628	-4 223	-19	386	4 441
Participations	0	0	0	0	0	0	0
Provisions réglementées (2)	2 217	3 834	0	0	0	0	6 051
Autres provisions	0	0	0	0	0	0	0
Total provisions	15 869	7 514	-1 422	-4 223	-19	662	18 381

La provision engagements de retraite et assimilés évolue de la manière suivante :

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Provision actuarielle au 31/12/N-1	6 822	6 699
Coût des services rendus	613	562
Coût des services passés	0	0
Coût financier	261	235
Changement convention	-8	-7
Rendement attendu des actifs	276	-150
Transfert de plan	111	-517
Gains / Pertes actuariels	-771	
Prestations payées		
Provision actuarielle au 31/12/N	7 303	6 822

Note 10. – Capitaux propres

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en valeur
Capital	853 571	853 571	0
Primes d'émission	3 238 949	3 238 949	0
Reserve légale	32 613	22 000	10 613
Réserves	1 086	1 086	0
Provisions réglementées	0	0	0
Report à nouveau	65 672	164 298	-98 627
Résultat de l'exercice	225 583	212 265	13 317
Total	4 417 474	4 492 170	-74 696

Actionnariat :	31/12/2025
CACIB	99,99 %
INDOSUEZ PARTICIPATIONS	0,01 %
Total	100,00 %

Note 11. – Engagements hors-bilan

Note 11.1. – Engagements hors-bilan (hors opérations en devises)

Engagements donnés (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de financement	525 406	420 358
En faveur des établissements de crédit	0	0
En faveur de la clientèle		
- Ouvertures de crédits confirmés	525 406	420 358
Engagements de garantie	303 723	242 336
D'ordre d'établissements de crédit	0	0
D'ordre de la clientèle		
- Cautions, avals, autres garanties	303 723	242 336
Engagements sur titres	0	9 884
Autres engagements	0	9 884

Engagements reçus (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de financement	0	0
Reçus d'établissements de crédit	0	0
Engagements de garantie	326 609	106 395
Reçus d'établissements de crédit	204 900	4 900
Reçus de la clientèle	121 709	101 495
Engagements sur titres	0	9 884
Autres engagements	0	9 884

Note 11.2. – Opérations de change, prêts et emprunts en devises

(En milliers d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
Opérations de change au comptant	3 991	3 990	3 622	3 628
Opérations de change à terme	298 200	297 530	298 110	293 858

Note 12. – Positions sur instruments financiers à terme

Marchés de gré à gré (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2024
	Encours notionnel	Total juste valeur	Encours notionnel	Total juste valeur
Opérations de couverture				
Opérations fermes				
- Swaps de taux d'intérêts				
Emprunteur	588 267	8 906	529 513	7 829
Prêteur	693 927	-460	623 031	5 956
- Opérations de change à terme				
Change à terme donné	297 530	-59 630	293 858	-58 509
Change à terme reçu	298 200	0	298 110	0
Opérations autres que de couverture				
Opérations fermes				
- Swaps de taux d'intérêts				
Prêteur	0	0	0	0
Emprunteur	0	0	0	0
- Autres instrument G/G				
Total return swap	8 206	2 411	7 311	528

Nombre d'opérations traitées en 2025	
Dont :	265
- Swaps de taux d'intérêts Micro-couverture	165
- Swaps de taux d'intérêts Macro-couverture	100

Note 13. – Tableau des soldes intermédiaires de gestion

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en valeur	Variations en %
Produits nets d'intérêts et assimilés	77 781	93 231	-15 450	-16,6 %
Commissions nettes	124 717	116 807	7 910	6,8 %
Résultats nets sur opérations des portefeuilles de négociation	4 872	5 696	-824	n/a
Résultats nets sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0	0	n/a
Revenus des actions	264 240	100 561	163 679	162,8 %
Autres produits nets d'exploitation	24 792	16 633	8 159	49,1 %
Produit net bancaire	496 402	332 929	163 473	49,1 %
Charges générales d'exploitation	-205 726	-182 334	-23 392	12,8 %
Dotations aux amortissements	-6 196	-4 987	-1 209	24,2 %
Total des charges d'exploitation	-211 922	-187 321	-24 601	13,1 %
Résultat brut d'exploitation	284 479	145 607	138 872	95,4 %
Coût du risque	-767	-485	-283	n/a
Résultat d'exploitation	283 712	145 122	138 590	95,5 %
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-45 760	81 999	-127 759	-155,8 %
Dotations/reprises de provisions réglementées	-3 834	-2 217	-1 618	-
Résultat avant impôt	234 117	224 904	9 213	4,1 %
Résultat exceptionnel	-3	-2		
Impôt sur les bénéfices	-8 532	-12 637	4 105	n/a
Résultat net	225 583	212 265	13 317	6,3 %

Note 14. – Produit net bancaire

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en valeur
Commissions nettes	124 717	116 807	7 910
Intérêts nets et résultats sur opérations financières	77 781	93 231	-15 450
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	4 872	5 696	-824
Revenus des actions	264 240	100 561	163 679
Autres produits nets d'exploitation	24 792	16 633	8 159
Produit net bancaire	496 402	332 929	163 473

Note 15. – Charges d'exploitation

Note 15.1. – Frais de personnel

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en valeur
Salaires et traitements	59 812	50 455	9 357
Charges sociales	31 752	29 690	2 062
Intéressement & Participation	4 902	5 211	-309
Impôts et taxes sur rémunérations	11 190	10 032	1 158
Dotation pour risques et charges	-336	-78	-257
Frais de personnel	107 321	95 311	12 011

Note 15.2. – Autres frais administratifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en valeur
Impôts et taxes (1)	1 731	1 590	140
Autres frais administratifs (2)	96 674	85 433	11 241
Autres frais administratifs	98 405	87 024	11 381

Note 15.3. – Dotations aux amortissements

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en valeur
Dotations sur immobilisations corporelles	2 003	1 754	249
Dotations sur immobilisations incorporelles	4 193	3 233	960
Dotations aux amortissements	6 196	4 987	1 209

Note 16. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en valeur
Dotations aux provisions et dépréciations	-3 415	-2 293	-1 122
Dépréciations de créances douteuses	-3 415	-2 293	-1 122
Autres provisions et dépréciations	0	0	0
Reprises de provisions et dépréciations	2 807	2 810	-3
Reprises de dépréciations de créances douteuses	2 807	2 810	-3
Autres reprises de provisions et dépréciations	0	0	0
Variation des provisions et dépréciations	-607	518	-1 125
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées	0	0	0

Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées	-160	-1 003	843
Décote sur prêts restructurés	0	0	0
Récupérations sur créances amorties	0	0	0
Autres pertes	0	0	0
Autres produits	0	0	0
Coût du risque	-767	-485	-283

Note 17. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations financières		
Dotations aux dépréciations	-44 242	0
Sur titres d'investissement	0	0
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-44 242	0
Reprises de dépréciations	0	0
Sur titres d'investissement	0	0
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	-44 242	0
Sur titres d'investissement	0	0
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-44 242	0
Plus-values de cessions réalisées	0	82 000
Sur titres d'investissement	0	0
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	0	82 000
Moins-values de cessions réalisées	-1 518	0
Sur titres d'investissement	0	0
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-1 518	0
Pertes sur créances liées à des titres de participation	0	0
Solde des plus et moins-values de cessions	-1 518	82 000
Sur titres d'investissement	0	0
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-1 518	82 000
Solde en perte ou en bénéfice	-45 760	82 000
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Plus-values de cessions	0	0
Moins-values de cessions	0	-1
Solde en perte ou en bénéfice	0	-1
Résultat net sur actifs immobilisés	-45 760	81 999

Note 18. – Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Impôt sur les sociétés	8 532	12 637

Note 19. – Informations complémentaires

Le montant brut de la rémunération versée en 2025 aux Administrateurs par CA Indosuez Wealth (France) s'élève à 83 000 euros.

Les ETPs moyens en activité sur 2025 sont au nombre de 528 personnes.

Note 20. – Dividendes

En 2025, CA Indosuez a distribué un dividende de 300 millions d'euros au titre de l'exercice 2024.

En 2024, CA Indosuez n'a pas distribué de dividende au titre de l'exercice 2023.

En 2023, CA Indosuez a distribué un dividende de 75,18 millions d'euros au titre de l'exercice 2022.

Note 21. – Honoraires des commissaires aux comptes

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes est la suivante au titre de 2025 :

(En milliers d'euros.)	2025		2024	
	Réseau Forvis Mazars SA	Réseau Deloitte	Réseau Forvis Mazars SA	Réseau PricewaterhouseCoopers
Certification des comptes	160	160	158	158
SACC	6	26	14	53
Total	166	186	172	211

Le montant total des honoraires de Forvis Mazars, Commissaire aux comptes de la société CA Indosuez, figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 166 K€, dont 160 K€ au titre la mission de certification des comptes de l'entité et 6 K€ au titre de services autres que la certification des comptes (vérifications spécifiques).

Le montant total des honoraires de Deloitte, Commissaire aux comptes de la société CA Indosuez, figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 186 K€, dont 160 K€ au titre la mission de certification des comptes de l'entité, et 26 K€ au titre de services autres que la certification des comptes (vérifications spécifiques et constats à l'issue de procédures convenues).

Note 22. – Transactions avec les parties liées

Pour CA Indosuez, les transactions avec les parties liées sont conclues à des conditions de marchés.

La convention intitulée « Convention Groupe TVA » entre la Société et la société Crédit Agricole SA, relève du régime des conventions réglementées.

La convention avait été conclue pour une durée initiale de trois ans venant à échéance 31 décembre 2025. Elle est reconduite, après validation du Conseil d'administration du 23 octobre 2025, par tacite reconduction.

La convention a pour objet de préciser les modalités de fonctionnement du Groupe TVA Crédit Agricole et de fixer les engagements réciproques de Crédit Agricole SA en tant que représentant du Groupe TVA et de CA Indosuez en tant que membre du Groupe TVA.

Tableau des cinq derniers exercices

Résultats financiers des cinq derniers exercices	2021	2022	2023	2024	2025
Capital social en fin d'exercice (en euros)	584 325 015	584 325 015	584 325 015	853 571 130	853 571 130
Nombre d'actions émises	38 955 001	38 955 001	38 955 001	56 904 742	56 904 742
Nombre d'actions détenues par CAI	-	-	-	-	-
Nombre d'actions émises hors actions autodétenues	-	-	-	-	-
Résultat global des opérations effectuées (En milliers d'euros.)					
Chiffre d'affaires hors taxes	189 392	230 274	337 495	332 929	496 402
Résultat avant impôt, amortissements et provisions	60 494	86 033	166 304	229 890	240 311
Impôt sur les bénéfices	-7 825	-1 251	-13 796	-12 637	-8 532
Résultat après impôt, amortissements et provisions	47 133	79 312	147 658	212 265	225 583
Montant des bénéfices distribués	70 119 002	75 183 152			
Résultat des opérations réduit à une seule action (en euros)					
Résultat après impôt, mais avant amortissements et provisions par action	1,35	2,18	3,91	3,82	4,07
Résultat après impôt, amortissements et provisions par action	1,21	2,04	3,79	3,73	3,96
Dividende attribué à chaque action	1,80	1,93	-	-	-
Personnel					
Nombre de salariés	435	480	500	522	528
Montant de la masse salariale de l'exercice (En milliers d'euros.)	43 172	44 787	51 781	50 455	59 812
Montant des sommes versées au titre des charges sociales (En milliers d'euros.)	22 963	22 058	24 543	29 690	31 752

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CA Indosuez relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 2 et 2.13 de l'annexe des comptes annuels qui exposent les changements de méthode et de présentation comptables relatifs à l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2025 des règlements ANC n° 2023-03 et ANC n° 2022-06.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation et de filiales**Risque identifié**

Au 31 décembre 2025, la valeur nette des titres de participation et des filiales inscrite au bilan s'élève à 4 841,6 M€ et est détaillée dans la note 6 de l'annexe aux comptes annuels.

Comme indiqué dans la note 2.2 de l'annexe aux comptes annuels, les titres de participation sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais inclus, ou à la valeur d'apport. Ils sont évalués à la clôture de l'exercice en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'utilité des titres est inférieure à leur coût historique.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres ou la conjoncture économique.

Compte tenu de l'importance du jugement nécessaire à la direction pour déterminer la valeur d'utilité de ces titres et notamment les hypothèses retenues pour la rentabilité et les perspectives de rentabilité, nous avons considéré que l'évaluation de ces titres constituait un point clé de l'audit.

Notre réponse

Nous avons pris connaissance des procédures mises en place par votre société afin d'évaluer les titres de participation et de filiales, notamment en procédant à des échanges avec la direction financière. Nos travaux ont consisté à contrôler la permanence des méthodes utilisées dans la détermination des valeurs d'utilité des titres.

Par ailleurs, pour un échantillon de titres de participation, nous avons :

- Etudié la cohérence des plans d'affaires établis par les directions financières des entités en fonction de notre connaissance des activités et des projections de résultats des exercices antérieurs.
- Analysé de façon critique les principales hypothèses et les paramètres utilisés au regard des informations internes et externes disponibles.
- Apprécié les analyses de sensibilité des résultats aux paramètres clés utilisés.
- Apprécié la cohérence des valeurs d'utilité retenues par votre société au regard de transactions observables sur ces titres, dès lors que des transactions récentes ont eu lieu.
- Testé l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs d'utilité retenues par votre société.
- Pour les titres dont la valeur d'utilité estimée s'est avérée inférieure au prix d'acquisition, examiné la cohérence des dépréciations comptabilisées avec le calcul des valeurs d'utilité.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous :

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CA Indosuez par l'assemblée générale du 26 avril 2024 pour le cabinet Forvis Mazars SA et du 17 avril 2025 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2025, le cabinet Forvis Mazars SA était dans la 2^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 1^{ère} année de sa mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Levallois-Perret et Paris La Défense, le 8 avril 2026
Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA
Olivier Gatard Associé

Deloitte & Associés
Anne-Elisabeth Pannier
Associée

VI. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion individuel de CA INDOSUEZ peut être obtenu sur le site internet de la Banque à l'adresse suivante : <https://france.ca-indosuez.com/indosuez-en-france/nos-publications>

Choisir le sous-menu « nos rapports annuels »